

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Création d'un lycée sur la commune de Hanches dans le département d'Eure-et-Loir (28).

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Conseil Régional du Centre-Val de Loire

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Monsieur Sébastien GAY - Chargé d'opérations

RCS / SIRET

1 7 4 5 0 0 0 0 9 0 0 0 1 7

Forme juridique

Sce d'état à compét.inter.région

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39. Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m ² .	Le lycée du Futur sur la commune de Hanches représentera une surface de plancher d'environ 16 000 m ² .

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Création d'un lycée polyvalent à Hanches (28) qui accueillera entre 1 180 et 1 350 élèves au sein de trois filières : générale, technologique et professionnelle. L'ouverture de l'établissement est prévue pour la rentrée 2022.

Le site proposera, au sein de ses fonctions supports, une demi-pension et éventuellement un internat.

Les équipements sportifs seront éventuellement mutualisés avec les équipements de la communauté de commune.

Le projet est réalisé sous la forme d'un Marché Global de Performance.

Cette forme permet d'impliquer en amont du projet l'ensemble des acteurs clefs habituels d'un tel projet que sont les maîtres d'œuvres, les entreprises de travaux ainsi que les mainteneurs, et ce dans un dialogue commun vecteur d'émulation et de recherche de performance.

Cette opération s'inscrit dans un cadre de performance durable avec la recherche d'une démarche environnementale exemplaire s'appuyant à la fois sur le Contrat de Constructions Durables, sur l'utilisation de matériaux biosourcés et sur certaines cibles opportunes de la certification HQE, mais également sur les obligations réglementaires avec le label Energie-Carbone.

Cf. en annexe 8 : Etude et analyse des besoins & Elaboration options de programmations - Avril 2019

4.2 Objectifs du projet

En 2015, la Région Centre - Val-de-Loire a engagé une étude prospective des capacités d'accueil des lycées publics des bassins présentés en tension au regard des évolutions démographiques à l'horizon 2025 (étude en annexe 9). Celle-ci a notamment mis en évidence la nécessité de construire un lycée sur le secteur d'Epernon-Maintenon, ces communes ayant été identifiées comme des choix pertinents. Trois sites urbanisables, situés sur les communes de Hanches, Droue-sur-Drouette et Maintenon, ont été envisagés pour ce projet.

En 2017, la région a fait réaliser une étude de faisabilité visant à définir le potentiel foncier de ces trois zones d'implantation potentielles. Il s'agissait notamment de tenir compte des contraintes techniques, fonctionnelles et sensibilités environnementales liées à l'implantation d'un établissement d'envergure tel qu'un lycée. Cette étude a permis de mettre en exergue les avantages et inconvénients de chaque site.

L'étude de faisabilité urbaine et environnementale est annexée au présent formulaire (annexe 10).

Le futur établissement sera la propriété de la Région Centre Val-de-Loire.

Les décisions en matière de construction et de gestion du patrimoine relèveront de la responsabilité des élus locaux.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les phases du projet sont les suivantes :

- Janvier 2019 : Notification du marché d'assistance à Maitrise d'Ouvrage (SCET)
- Mai 2019 : Validation du programme et établissement du dossier de consultation
- Mai 2020 : Notification du Marché Global de Performance
- Juin 2020 : Dépôt du permis de construire
- Novembre 2020 : Démarrage des travaux
- Juin 2022 : Réception des ouvrages
- Septembre 2022 : Première rentrée scolaire
- Juillet 2022 à juillet 2025 : Contrôle des performances et des consommations

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le futur lycée de Hanches accueillera entre 1 180 et 1 350 élèves au sein de trois filières (générale, technologique et professionnelle) et des filières post-bac niveau BTS.

Le site proposera, au sein de ses fonctions supports, une demi-pension et éventuellement un internat.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau (articles R214-1 et suivants du Code de l'Environnement) pour la rubrique 2.1.5.0 : « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) / 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration) » et éventuellement pour les rubriques 1.3.1.0 et 5.1.1.0 en cas de réalisation de forages à usage de géothermie. Un dossier de déclaration ou autorisation sera déposée dans le cadre du projet.

Le projet n'est pas soumis aux procédures suivantes : étude de compensation agricole, demande d'autorisation de défrichement, demande de dérogation espèces protégées.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface de l'emprise foncière du projet :	44 601 m ²
Surface de plancher du projet :	environ 16 000 m ²

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s) d'implantation**

Localisation du lycée :
Rue du bois du loup
28130 HANCHES

Parcelles cadastrales :
AH11: 8 140 m²
AH12: 14 163 m²
AH13: 3716 m²
AH14: 12 998 m² (sur parcelle totale de 15 781 m²)
AH15: 5 584 m² (sur parcelle totale de 6 979 m²)

Coordonnées géographiques¹

Long. 0 1° 39' 36" E Lat. 48° 36' 10" N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Point d'arrivée :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas situé en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF). Les ZNIEFF les plus proches sont situées à plus de 2,5 km. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le département d'Eure-et-Loir possède un plan de prévention des bruits dans l'environnement datant du 27 janvier 2015. Celui-ci ne concerne pas la commune de Hanchés.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas à proximité immédiate d'un site patrimonial. Il se situe à environ 150 mètres au nord-est de la villa de la Billardièrre inscrit aux monuments historiques en 2018. Toutefois l'emprise du projet ne se situe pas dans le périmètre de protection de ce site inscrit. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Des investigations ont été réalisées sur le site le 21/05/2019 pour identifier la présence éventuelle de zones humides. Aucune zone humide n'a été identifiée sur le site d'emprise du projet. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Hanches n'est concernée ni par un plan de prévention des risques naturels ni par un plan de prévention des risques technologiques. (Source : Annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2010)
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sur la commune de Hanches : 1 site est répertorié dans la base BASOL et 16 sites sont répertoriés dans la base BASIAS. De par leur éloignement, les sites répertoriés par les bases BASOL et BASIAS ne sont pas susceptibles d'avoir un impact sur le projet. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Hanches se situe en Zone de Répartition des Eaux pour les eaux souterraines mais n'est en revanche pas située en Zone de Répartition des Eaux pour les eaux de surface. Dans le cadre du projet, il est prévu la réalisation de forages à usage de géothermie. Un dossier de déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubriques 1.3.1.0 et 5.1.1.0) et des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement sera donc réalisé. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet se trouve en dehors de tout périmètre de captage d'alimentation en eau potable. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet se situe à environ 4 km d'un site inscrit d'après l'atlas gouvernemental des patrimoines : il s'agit de la Vallée de l'Eure protégée depuis 1972. De par son éloignement, le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact sur ce site inscrit de la vallée de l'Eure. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site NATURA 2000 le plus proche est situé à plus de 7 km du projet : ZPS FR1112011 " Massif de Rambouillet et zones humides". De par son éloignement, le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact sur ce site NATURA 2000. Cf. Annexe 6 : Localisation des sites NATURA 2000 les plus proches & Annexe 7 : Note complémentaire
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'y a pas de site classé à proximité du projet. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il n'est pas prévu de réaliser un forage pour l'alimentation en eau potable du lycée. Par contre il est envisagé de réaliser des forages destinés à un usage de géothermie. Le projet se situant en Zone de Répartition des Eaux, un dossier de déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubriques 1.3.1.0 et 5.1.1.0) et des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement sera donc réalisé. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La réalisation du projet impliquera la mise en place d'une collecte et d'une gestion des eaux de ruissellement. Ces eaux sont susceptibles d'être infiltrées dans le sol. Dans la cadre du projet, des tests de perméabilité du sol et une étude hydraulique de définition de la gestion des eaux de ruissellement seront réalisés. Un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubrique 2.1.5.0) et des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement sera réalisé.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera "vraisemblablement" déficitaire en matériaux. Toutefois, l'objectif sera : - d'utiliser le chanvre et la paille cultivés sur site, en association avec les terres, pour la réalisation de murs (Cf. Annexe 13 : Note Envirobat); - de réutiliser les terres en place (par exemple, par la création de merlons); - de limiter les apports extérieurs en matériaux; - de favoriser l'utilisation de matériaux de déconstruction de friches industrielles situées à proximité du projet (étude en cours avec le CERIB) L'objectif dans le cadre du projet est également d'obtenir le Label E+C- (énergie positive et bas carbone) Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet est éloigné des ZNIEFF et zones NATURA 2000. Les inventaires faunistiques et floristiques réalisés sur le terrain en mai 2019 n'ont pas mis en évidence de faune ou de flore patrimoniale. Le projet n'aura donc pas d'impact sur la faune, la flore, les habitats. De plus, des nichoirs pour Martinets seront installés sur l'emprise du site. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'interfère directement avec aucun site Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche est situé à plus de 7 km au sud-ouest du projet. Il s'agit du site FR1112011 " Massif de Rambouillet et zones humides" Cf. Annexe 5 : Localisation des sites NATURA 2000 les plus proches

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune sensibilité sur les sites Natura 2000 du fait de leur éloignement vis-à-vis du projet.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est implanté sur des terres agricoles. Toutefois, le projet n'étant pas soumis à étude d'impact systématique, la réalisation d'une étude de compensation agricole n'est pas applicable (Article L112-1-3). Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune des installations suivantes ne se trouve à proximité immédiate du site du projet : installation SEVESO, installation nucléaire de base, installations classées pour la protection de l'environnement, transport matières dangereuses. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est pas concerné par le risque inondation (par débordement de cours d'eau ou remontée de nappe) et n'est pas soumis à un Plan de Prévention des Risques Naturels inondations. Aucune cavité et aucun mouvement de terrain n'ont été recensés à proximité. Le site est en zone de sismicité très faible. Le seul risque est lié au retrait et gonflement des argiles (aléa moyen). Une étude géotechnique a été réalisée en 2019. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire / Annexe 11 : Etude géotechnique - 2019
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet de lycée n'engendre pas de risques sanitaires. Le projet de lycée n'est pas concerné par des risques sanitaires.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le futur lycée est destiné à accueillir entre 1 180 et 1 350 élèves ce qui générera un trafic supplémentaire sur les voiries existantes empruntées. Une étude de déplacement a été réalisée en décembre 2018 pour définir les aménagements nécessaires sur les infrastructures routières et les voies de circulation douce. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire / Annexe 12 : Etude de déplacement - Décembre 2018
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Un lycée accueillant entre 1 180 et 1 350 élèves peut être potentiellement source de nuisances sonores. Toutefois, celles-ci sont limitées aux horaires du lycée. Le voisinage concerné se limite à quelques habitations. Le site du projet se trouve en dehors des secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport (RD906 et voie ferrée). Cf. Annexe 7 : Note complémentaire

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	La construction et l'exploitation d'un lycée ne généreront aucune nuisance olfactive.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Des vibrations pourront être générées par les engins de chantier lors de la phase de construction du lycée. Un cahier des charges à destination des entreprises intervenant sur le chantier sera rédigé afin de limiter les nuisances. L'exploitation du lycée ne générera aucune vibration.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	La construction et l'exploitation d'un lycée généreront peu d'émissions lumineuses. Un cahier des charges à destination des entreprises intervenant sur le chantier sera rédigé afin de limiter les nuisances. Les activités associées à un établissement scolaire tel qu'un lycée ne sont pas de nature à induire ou subir une quelconque nuisance lumineuse.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rejets dans l'air engendrés par le projet sont directement liés à l'augmentation du trafic sur ce secteur. Le chantier de construction du lycée peut constituer une source de pollution atmosphérique (poussières, gaz d'échappement des engins) qui peut générer une nuisance pour les riverains. L'objectif dans le cadre du projet est d'être CARBONE 2 (RE2020 et label E+C- : énergie positive et bas carbone) : les émissions de gaz à effet de serre seront donc réduites au minimum. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet va générer une modification de l'écoulement des eaux de ruissellement (imperméabilisation d'une partie du site). Des tests de perméabilité du sol et une étude hydraulique de définition de la gestion des eaux de ruissellement seront réalisés afin de définir le dimensionnement des ouvrages de rétention/infiltration à mettre en place. Les incidences des eaux usées sanitaires et des eaux pluviales du projet seront étudiées dans le cadre du dossier loi sur l'eau. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le lycée sera pourvu de bâtiments équipés de sanitaires (WC, douche, lavabo) et de cuisines produisant des eaux usées domestiques. Celles-ci seront collectées et rejetées dans le réseau du système d'assainissement collectif et traitées au niveau de la station d'épuration de Hanches. Le maître d'ouvrage devra s'assurer de la capacité de la station d'épuration à absorber l'augmentation des volumes à traiter liés au projet. Les incidences des eaux usées sanitaires et des eaux pluviales du projet seront étudiées dans le cadre du dossier loi sur l'eau. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Conformément à la réglementation, il sera inscrit aux cahiers des charges des entreprises réalisant les travaux l'obligation de récupérer, stocker et éliminer les huiles de vidange des engins, l'interdiction de tout rejet de quelque nature qu'il soit, l'obligation de récupérer tous les déchets issus du chantier et de les éliminer selon des filières agréées. Lors de la phase d'exploitation, des déchets inhérents au fonctionnement d'un lycée seront produits (papiers, déchets verts, déchets alimentaires...). Ils seront collectés et éliminés selon des filières agréées.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection d'un site remarquable. Toutefois, concernant la villa de la Billardièrre, située à environ 150 mètres du projet, on peut noter que l'orientation des façades de la villa ainsi que la présence de grands arbres dans le parc limite la visibilité sur le projet. Cf. Annexe 7 : Note complémentaire
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le lycée est classé en zone UL du PLUi Val de Drouette (approuvé le 14/03/2019) dans laquelle la construction du lycée est autorisée. Le terrain d'emprise est constitué de terres agricoles. Toutefois, le projet n'étant pas soumis à étude d'impact systématique, la réalisation d'une étude de compensation agricole n'est donc pas applicable (Article L112-1-3). Cf. Annexe 7 : Note complémentaire

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

D'après les derniers recueils des actes administratifs disponibles sur le site internet de la DREAL Centre-Val de Loire (dernière mise à jour : 9 juillet 2019) et de la préfecture d'Eure-et-Loir (dernière mise à jour : 20 juin 2019), il n'existe aucun projet ayant fait l'objet d'un document d'incidence avec enquête publique (au titre de l'article R.214-6 du code de l'environnement) et d'une étude d'impact (au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement) pour laquelle un avis de l'autorité environnementale a été rendu public pouvant avoir des effets cumulés avec le projet de lycée.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les impacts du projet du lycée seront limités grâce à la mise en place des mesures suivantes :

- Aménagements des infrastructures routières et de modes de circulation douce,
- Objectif label E+C- permettant d'optimiser la production d'énergie et de limiter les émissions de GES
- Réalisation prévue d'une étude hydraulique de dimensionnement des ouvrages de rétention/infiltration à mettre en place et d'un dossier loi sur l'eau
- Réalisation en cours d'une étude de potentiel géothermique
- Rédaction d'un cahier des charges à destination des entreprises intervenant sur le chantier

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le présent formulaire a permis de mettre en évidence les points de vigilance dont le maître d'ouvrage devra tenir compte dans la mise en œuvre de son projet, de la conception à l'exploitation. Grâce aux mesures mise en place, les impacts du projet seront limités.

De plus, la réalisation du dossier loi sur l'eau permettra de décrire en détail les incidences du projet et les mesures mises en place concernant l'alimentation en eau, les eaux souterraines et les eaux superficielles.

La réalisation d'une évaluation environnementale semble alors peu pertinente et n'apporterait pas de valeur ajoutée.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ; <input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ; <input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ; <input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ; <input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ; <input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets. <input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : Note complémentaire à la demande d'examen au cas par cas - IEA - Juillet 2019
Annexe 8 : Etude et analyse des besoins & Elaboration options de programmations - Avril 2019
Annexe 9 : Etude prospective des capacités d'accueil des lycées publics des bassins présentés en tension au regard des évolutions démographiques à l'horizon 2025
Annexe 10 : Etude de faisabilité - IEA - Septembre 2017
Annexe 11 : Etude géotechnique - 2019
Annexe 12 : Etude de déplacement - Décembre 2018
Annexe 13 : Note Envirobat - Juillet 2019

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

le,

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

Pour le Président du Conseil Régional
et par délégation,

Le Directeur Général Délégué
à la Mobilité et aux Territoires Durables


ERIC MARTIN